

« Le tourisme est la seule richesse
de l'île de Beauté. »

***Les organisateurs de l'étude aérienne abordèrent la
Corse avec toute une série de préjugés :
notamment que si l'île ne pouvait pas compter
sur le tourisme, elle ne pouvait vraisemblablement
rien espérer d'autre.***

Rapport de Hudson Institute, 1970

En 1970, sur demande de la Datar (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale), une mission de l'Hudson Institute américain fut chargée d'une étude sur les perspectives de développement économique de la Corse. Elle constata que l'île, isolée au milieu d'un cercle de régions éminemment touristiques, était dotée d'une beauté exceptionnelle, mais attirait peu les visiteurs. Se fondant sur la désertification du territoire et l'érosion continue de l'identité culturelle des Corses, elle estima que ces derniers étaient « en voie de disparition tout comme les aigles, ou les bisons aux États-Unis » et que seules deux options étaient possibles : un tourisme de masse avec immigration massive d'un demi-million de personnes, ou le développement du potentiel insulaire dans un contexte corse avec restauration de l'identité culturelle. À en juger par l'orientation du Plan d'Action régionale de 1957, il a semblé à de nombreux Corses que le gouvernement avait choisi la première ; une société mixte d'équipement touristique, la SETCO avait en effet été créée pour promouvoir une politique touristique intensive, en commençant par le projet d'édifier une centaine d'hôtels et de villages de vacances.

Il est évident que les atouts majeurs de la Corse sont sa beauté aussi grandiose que variée, son climat et sa proximité des côtes françaises et italiennes. Elle a attiré dès le XIX^e siècle de nombreux voyageurs, des écrivains comme Flaubert, Mérimée, Maupassant, Balzac, Alphonse Daudet, Joseph Conrad, Julien Gracq, des princes et des souverains comme François Ferdinand d'Este, Édouard VII d'Angleterre, l'impératrice Sissi. Un syndicat d'initiative était inauguré en 1877 et Ajaccio fut à la fin du XIX^e siècle un lieu de villégiature hivernal apprécié des Anglais. Mais la Corse ne suivit pas la Côte d'Azur et la Riviera italienne qui bénéficièrent de la vogue touristique des années trente ; après la guerre, elle n'était pas plus équipée, surtout comparée aux régions voisines, en particulier à celle que les tenants du développement à tous crins considéraient comme exemplaire, les îles Baléares.

C'est précisément cette orientation qui fut mal acceptée par l'opinion corse ; elle accentua le sentiment de frustration à l'égard du pouvoir et renforça la volonté de défendre le patrimoine ancestral, menacé par le projet de centre d'expérimentation nucléaire sur le mont Argentella en Balagne et par le déversement en mer Tyrrhénienne des déchets chimiques d'une usine de Toscane appartenant à la compagnie Montedison. Si la SETCO se borna, faute de moyens, à faire construire trois établissements et se tourna vers des opérations immobilières, les autorités favorisèrent les investissements de groupes financiers continentaux et internationaux en plusieurs points de la zone littorale, les travaux d'infrastructure étant financés par l'État et les collectivités locales. Outre une détérioration des sites naturels et une aggravation du déséquilibre entre la côte et l'intérieur, il fut reproché à ces ensembles touristiques de ne guère profiter à la Corse et aux Corses, hormis quelques emplois saisonniers, puisque le ravi-

taillement était importé et une bonne partie du personnel recrutée hors de l'île. Les autonomistes dénoncèrent cette « baléarisation » et une modernisation non seulement « conçue pour asservir l'île plutôt que pour la servir », mais responsable de l'introduction dans une société pauvre d'un consumérisme intensif et d'une culture de loisirs générateurs de déséquilibres et de la perte de valeurs traditionnelles remplacées par la notion de profit.

Les protestations allant dans le sens des préoccupations écologiques actuelles, le principe d'un tourisme dit « intégré », diffus, et respectueux de l'environnement fut adopté afin de préserver un patrimoine précieux au moment où les industries du loisir étaient en plein essor ; en 1971 un Parc Régional Naturel, comprenant 150 000 hectares de terres et la réserve marine de Scandola, fut créé ; il assure la protection de la biodiversité dans un site exceptionnel et recrute des personnels locaux. C'est dans le même esprit qu'on a développé un réseau de chemins de randonnée et de gîtes ruraux qui connaît un grand succès. L'ensemble aurait pu être complété par un Parc marin, étendu sur 125 km de côtes entre Capo Rosso et la presqu'île de Revellata, mais le projet n'a pas abouti. Pour l'heure, avec plus de deux millions de visiteurs, un chiffre d'affaires de 5,2 milliards de francs et quelque 4 000 emplois en 1999, la part du tourisme dans l'économie insulaire durant les dernières années a flotté autour des 10 %. Il ne saurait constituer la seule ressource d'une île qui doit surmonter le handicap du véritable abandon dont elle a été victime durant quelque deux siècles.

Figée dans l'archaïsme de son économie agropastorale, elle était moribonde au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Les surfaces cultivées étaient passées de 36 % en 1913 à 5,3 % en 1967.

Quant à l'industrie, relativement active au XIX^e siècle avec des fabriques de savon, de tabac, de verrerie, des tanneries, des moulins à huile, des distilleries, des machines à tisser, elle s'était peu à peu éteinte, battue en brèche par la concurrence et sanctionnée par un régime douanier d'exception durant un siècle, de 1818 à 1911 : les produits insulaires étaient taxés à l'entrée du continent, alors que les produits français ne l'étaient pas en Corse. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la situation était toujours aussi catastrophique ; seules survivaient quelques entreprises telles que Casanis et Mattei pour les alcools et apéritifs, Roquefort pour l'exploitation laitière.

Inspiré par la volonté d'initier un mouvement de modernisation économique conforme à l'esprit du traité de Rome prescrivant une réduction des inégalités entre régions, le Plan d'Aménagement Régional de 1957 avait créé une autre société d'économie mixte sous contrôle de l'administration, la SOMIVAC, chargée de revitaliser l'agriculture avec un programme de travaux d'infrastructure, de défrichement et d'irrigation s'étendant sur dix ans. L'élan donné fut dans un premier temps stimulé par l'arrivée des rapatriés des colonies dotés d'expérience professionnelle et de capitaux ; le niveau de vie s'éleva, mais surtout dans les villes, aggravant le déséquilibre entre les terres basses et la montagne. L'agriculture déclina à nouveau : entre 1957 et 1975, le nombre des exploitations agricoles tomba de 12 280 à environ 7 000. Le passage de l'économie traditionnelle à la modernité et à la concurrence ouverte provoqua d'autre part des perturbations sociales, alors que les aides privilégiées et le moratoire sur leurs dettes accordées aux rapatriés firent naître un sentiment d'injustice. Après la cession à ces derniers, à des conditions favorables, de lotissements de la plaine orientale destinés aux agriculteurs insulaires, le

mécontentement s'amplifia à la suite d'un scandale : la pratique de la surchaptalisation (hausse du degré d'alcool des vins par élévation du taux de sucre) par des viticulteurs pieds-noirs, l'objectif étant la production de vins de coupage en remplacement des vins d'Algérie. Des militants autonomistes conduits par le docteur Edmond Simeoni occupèrent en août 1975 la cave Depeille à Aleria. L'intervention d'importantes forces de l'ordre donna à l'affaire une ampleur dramatique et en fit l'événement fondateur du mouvement nationaliste.

Le développement économique de l'île devait rester aléatoire. D'une part, les organismes spéciaux mis en place échouèrent, comme la Caisse de développement agricole (CADEC), véritable tuteur économique qui fit faillite et fut dissoute, remplacée en 1999 par l'Agence de développement de la Corse (ADEC). Autre bailleur de fonds en difficulté, la Caisse régionale du Crédit agricole dont la générosité suspecte a provoqué l'ouverture d'une information judiciaire. Les handicaps naturels de l'île restent difficiles à surmonter, même avec les subventions de l'État et de la communauté européenne : manque de matières premières, espace restreint, relief morcelé et tourmenté ne comprenant qu'un dixième de pentes inférieures à 12 %, insularité et son corollaire, le problème crucial du transport et de l'entrepôt qui favorise la concurrence extérieure. À cela s'ajoutent des lourdeurs sociales, psychologiques, politiques : démographie faible et vieillissante, d'où marché local étié, insuffisance de main d'œuvre qualifiée et de personnels d'encadrement, population active en bonne partie fonctionnarisée et peu ouverte à la culture d'entreprise moderne. Outre la réticence à vendre la terre héritée des parents, l'indivision, qui touche 47 % du territoire, a pour effet de geler des

terrains cultivables et de limiter la mobilité des biens et des capitaux. Il s'y ajoute d'autres freins, manque de capitaux, fiscalité lourde et inadaptée, assistance perverse de l'État qui permet de maintenir un niveau de vie artificiel et favorise la consommation au détriment d'une économie productive, programmes d'aide peu adaptés aux réalités insulaires, tels que des soutiens financiers au titre de la continuité territoriale à certaines importations au détriment de la production locale. Tout cela explique le taux d'échec supérieur à celui du continent, un tiers des entreprises ne survivant pas au-delà de trois ans. Des succès sont toutefois enregistrés dans des secteurs comme la vigne, les eaux minérales, l'aquaculture.

D'autres initiatives sont intéressantes ; la société « Femu Qui » s'efforce ainsi avec le concours public de promouvoir les investissements et la création d'entreprises à partir d'un capital local. On peut également citer les parcs éoliens d'Ersa et de Rogliano (Cap Corse) dans le domaine de l'énergie et la Futura Corse Technopole de Bastia dans celui de la technologie comme des initiatives tendant à faire entrer la Corse dans une économie vraiment moderne.